

mouton qui subitement veut devenir lion. Et je cite des extraits de la conclusion que faisait le ministre à cette occasion:

S'il semble que les États-Unis se dirigent vers une politique d'autarcie et que ce pays considère qu'il lui serait plus avantageux d'importer nos matières premières et nos ressources énergétiques, mais en même temps de faire obstacle au développement de nos industries secondaires, nous serions dans l'obligation de soumettre l'ensemble de nos relations avec les États-Unis à un examen très sévère. Dans ce cas, nous devrions réévaluer fondamentalement nos propres politiques industrielles et commerciales. Il s'agirait sans doute d'une «réévaluation qui nous fendrait le cœur!» Je puis vous assurer toutefois qu'il ne pourrait être question d'abandonner la haute priorité que nous avons donnée et que nous continuerons à donner aux secteurs de fabrication et de traitement de notre économie et qui sont essentiels à une augmentation de l'emploi au Canada.

On voit ici combien il est difficile d'échapper aux faux principes de base de notre système économique. C'est un carcan qui empêche de voir d'autres solutions pourtant fort simples.

Quand cessera-t-on de tout subordonner au bon vouloir des étrangers? Quand nous déciderons-nous à changer ce qui doit être changé, savoir le système économique? Nous sommes tellement «pris» dans ce système de fous que nous y perdons des notions élémentaires de mathématiques et de logique.

Monsieur le président, il est bien vrai, comme l'indique d'ailleurs la motion, que nous manquons de politique et de programmes pour redonner aux Canadiens le contrôle de leurs ressources naturelles et de leurs industries de biens et de services, afin d'assurer l'indépendance de leur pays. Pourquoi? Parce qu'aucun de ceux qui ont à diriger nos destinées, y compris le très honorable premier ministre, n'ont le courage et la force d'effectuer les changements qui s'imposent. Tout de même, la récente rencontre «Nixon-Trudeau», comme le signale Claude Lemelin dans un article publié dans *Le Devoir* de ce matin, peut ouvrir la porte à une solution que nous désirons tous. Je cite un extrait de l'article de Claude Lemelin publié dans *Le Devoir* de ce matin:

Cent ans de vie collective à l'ombre des États-Unis et de leur «manifest destiny», près d'un demi-siècle d'une dépendance économique, à l'endroit de cette puissance, qui n'a cessé de s'accroître, la précarité de leur identité nationale, la fragilité de leur unité politique, ont accablé les Canadiens—de quelque langue et de quelque région qu'ils soient—d'un sérieux complexe d'infériorité, doublé d'une très profonde aliénation intellectuelle. Comment vaincre le sentiment d'impuissance collective qui en est le conséquence, sentiment, par exemple, qui a mis les premiers ministres des provinces dans tous leurs états, il y a quelques semaines, lorsque la fuite du Rapport Gray a laissé entrevoir la possibilité d'un contrôle fédéral sur les investissements étrangers?

Certes, il n'est pas très élégant que le premier ministre du Canada, pour lever quelque peu cette hypothèque psychologique, juge opportun d'aller demander aux Américains: «Allez-vous nous bouffer? Allez-vous user de représailles contre nous si nous nous retirons d'entre vos mâchoires?» Mais compte tenu, encore une fois, du contexte canadien, pareille démarche pourrait fort bien avoir un effet libérateur et «désaliénant» sur l'opinion canadienne.

Monsieur le président, selon ce journaliste, il y a possibilité de changer cet état de choses. Mais ce que je voulais souligner en particulier, c'est que si l'on veut réellement changer quelque chose, il faudrait procéder avec la base même qui est inadéquate. si l'on veut des emplois pour la main-d'œuvre canadienne, si l'on veut permettre aux Canadiens d'établir eux-mêmes leur identité nationale et leurs valeurs sociales, il faudrait s'attarder à trouver les vraies réponses aux questions suivantes: Avons-nous suffisamment de produits? Pouvons-nous produire ou fabriquer

nous-mêmes ce dont nous avons besoin? Avons-nous la main-d'œuvre nécessaire?

Répondre à ces quelques questions, monsieur le président, c'est trouver la solution.

• (9.20 p.m.)

Que l'industrie canadienne ait la possibilité exclusive, jusqu'à un certain point, de fabriquer tous les produits dont ont besoin les 23 millions de Canadiens, que les producteurs agricoles aient à nourrir ces mêmes 23 millions de Canadiens, autrement dit, que l'on réalise ici, sans passer par l'étranger, tout ce qui est physiquement réalisable, en le rendant financièrement possible, et ce sera le commencement d'une véritable solution aux problèmes qui nous préoccupent tous.

[Traduction]

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, je suis réellement étonné. Le ministre du Revenu national (M. Gray) s'est levé et il a parlé pendant 15 minutes au cours du présent débat qui a duré toute la journée.

Une voix: Vous voulez dire qu'il a lu pendant 15 minutes.

M. Nielsen: ... et le député d'Ottawa-Ouest (M. Francis) a trouvé qu'il avait fait un excellent discours, mais moi j'aurais bien voulu y trouver quelque chose d'excellent. Je l'ai pourtant écouté fort attentivement, comme tous les députés de ce côté-ci de la Chambre et comme tous les Canadiens qui ont écouté, escomptant que le gouvernement annoncerait une nouvelle politique; nous nous attendions que le seul ministre qui ait participé à ce débat important nous annonce quelque chose de nouveau, mais le gouvernement n'a absolument rien présenté.

Qu'a dit, en effet, le ministre du Revenu national? Il a reproché à l'opposition, au chef du Nouveau parti démocratique (M. Lewis) et au chef de l'opposition (M. Stanfield) de ne pas avoir proposé de politique constructive. Il a, à contrecœur, reconnu un certain mérite au chef du NPD, mais il a dit que nous attendions tous que la résolution proposée lors de notre Congrès annuel ait quelque effet, ce qui vous donne une idée de la manière de penser du gouvernement actuel. Cette façon d'agir ne fait que confirmer ce que nous n'avons pas cessé de répéter: Ces gens d'en face n'ont pas la moindre idée de ce qui s'entend par gouverner.

Des voix: Bravo!

M. Nielsen: C'est à eux qu'il incombe d'élaborer des politiques. Nous en ont-ils présenté ce soir? Nous n'avons rien entendu du tout. Le ministre du Revenu national nous a dit que le gouvernement avait pris un certain nombre de mesures afin de freiner les investissements étrangers dans notre pays. Cela faisait penser aussitôt au *Reader's Digest* auquel ont fait allusion certains députés assis à ma gauche.

Le ministre a dit également qu'il ne lui était pas possible d'indiquer ce que sera la position du gouvernement. C'est précisément la raison d'être de cette motion. Celle-ci critique le gouvernement pour n'avoir pas su mettre au point une sorte de stratégie industrielle au Canada. Il nous a parlé de croissance économique. Il nous a dit que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Il a dit cela alors que nous avons, au Canada, un taux de chômage terrifiant et que nous venons d'apprendre, ce jour même, que l'indice du coût de la vie avait augmenté de 4 p. 100. Il nous a demandé de croire que tout allait comme